

Sylvie Ollitrault

Chargée de recherches CNRS /CERAPS, Université Lille 2

[s.ollitrault@libertysurf.fr](mailto:s.ollitrault@libertysurf.fr)

## **People and plants : la biodiversité au service des populations du Sud**

### **Résumé**

Les mobilisations environnementales depuis la seconde moitié des années 90 ont pris une dimension sociale de plus en plus affirmée<sup>1</sup>. Lors de la conférence de Johannesburg en 2002, les ONG, y compris celles se situant sur le pôle « conservationniste » ont intégré les intérêts économiques et sociaux des populations. Le lien entre protection de l'environnement et nécessaire défense des droits des populations semble s'être solidifié par une dénonciation plus large des modes de régulation internationaux instigués par l'OMC. Ce cadre général posé n'explique pourtant pas le processus de transformation des intérêts qui de strictement environnementalistes et savants deviennent un soutien/allié à des causes sociales et économiques, un porte-voix des populations du Sud. Certains observateurs se demandent si la critique antimondialisation ne relèguerait pas ou ne dénaturerait pas l'objectif premier de la protection de l'environnement. Mais, le processus d'assemblage des intérêts environnementaliste, humanitaire ou encore de développement semble s'affirmer<sup>2</sup>. Pour clarifier les composantes du mouvement, une typologie des ONG rassemblées lors des mobilisations serait nécessaire selon leurs objectifs, leurs modes d'actions, leur origine ou encore les profils de militants<sup>3</sup>. L'exhaustivité serait toutefois rarement atteinte et la recomposition rapide des alliances ferait vieillir les résultats au moment de leur restitution.

En choisissant de resserrer sur une monographie de « People and plants » une ONG, réseau de savants « ethnobotanistes », notre objectif est de recueillir des données sociographiques sur ces individus militant dans des causes environnementales qui se retrouvent à produire des législations internationales sur la biodiversité. Ces conventions ont pour visée de limiter certains effets jugés délétères de la loi du marché et de protéger au-delà de la diversité biologique les intérêts des populations du Sud.

Il s'agit de comprendre comment s'est produit le déplacement de cadrage, (une redéfinition de la cause<sup>4</sup>) de l'enjeu scientifique à un enjeu économique et quelle a été la

---

<sup>1</sup> Voir la prise de position de Greenpeace, Les Amis de la Terre ou encore WWF sur les excès de la mondialisation économique. Friends of the Earth /OXFAM en Grande-Bretagne relaie la campagne pour l'annulation de la dette ou l'accès aux médicaments. Ces ONG participent en France aux réseaux de soutien d'Attac, de l'annulation de la dette.

<sup>2</sup> En notant que dans les années 70, nous pouvions observer un phénomène proche que cela soit lors de la mobilisation du Larzac ou encore à Plogoff où s'aggloméraient des intérêts humanitaires, de développement ou tiers-mondistes aux causes antimilitaristes/paysannes ou antinucléaires. La déssectorialisation entre les intérêts se produit, semble-t-il, dans un contexte singulier qui serait intéressant d'étudier pour en comprendre la genèse.

<sup>3</sup> David Dumoulin, « Construction d'une nouvelle image « écologique » de l'indien : la spécificité de la trajectoire mexicaine » communication in « *ONG, peuples autochtones et savoirs locaux : enjeux de pouvoir dans le champ de la biodiversité* », PEVS CNRS, séminaire « ONG dans le champ de la biodiversité » UNESCO, mai 2002. L'auteur identifie pour une mobilisation mexicaine trois principaux systèmes d'acteurs : la communauté épistémique qui défend la diversité biologique et culturelle, le secteur mondialisé des réserves naturelles et les réseaux transnationaux de militants. Chaque ONG est analysée par rapport à sa place dans le réseau transnational. Cette optique a pour intérêt de limiter les effets réifiantes des analyses considérant les ONG de manière monolithique comme on l'a parfois lu sous la plume de : Keck M., Sikkink K., *Activists Beyond Borders*, Ithaca & London, Cornell University Press 1998

<sup>4</sup> Janine Barbot, *Les malades en mouvements. La médecine et la science à l'épreuve du sida*, Paris, Balland, 2002. L'auteure met en relief dans son étude que la lutte contre le sida a été investie par des acteurs différents ayant leurs propres modalités d'action collective. Ces acteurs transforment leurs

genèse de cette ONG qui rassemble des savants de diverses nationalités « recrutés » grâce à des institutions onusiennes comme l'UNESCO ou encore une ONG WWF et une institution scientifique, Royal Botanic Gardens Kew (Grande-Bretagne). On peut ainsi mieux appréhender la dynamique de constitution de ces contre-pouvoirs s'employant à encadrer le libéralisme économique qui loin d'être simplement dans ce cas un réseau d'activistes « sui generis » sont des individus intégrés à des institutions onusiennes ayant pour velléités de protéger des idéaux universalistes. En donnant un prix aux ressources (végétales), en les répertoriant (plantes médicinales) et les comptabilisant, cette ONG met son expertise savante autant au service de la conservation des plantes qu'à la protection des populations contre l'exploitation commerciale, cet « activisme » de savants se déploie autant dans les communautés dites indigènes que dans les arènes internationales pour imposer des législations (sur la protection de la biodiversité). Cette étude contribuera à la connaissance de ces ONG en action qui ne se réveillent pas seulement au moment des sommets ou contre-sommets. C'est la face cachée des luttes antimondialisations qui pourrait être ainsi observée.

En 1992, la biodiversité devient centrale dans les discours et la légitimation des pratiques de la plupart des acteurs de l'environnement que cela soit au niveau local ou international. Or, cette protection conservacionniste<sup>5</sup> de la nature a pris une tournure sociale de plus en plus affirmée dans l'effervescence qui a entouré la préparation, le déroulement puis le suivi de la conférence de Rio en 1992 sur le développement durable. La biodiversité concerne autant les ressources génétiques, naturelles que culturelles ; or, derrière la protection de la diversité culturelle a pu s'exprimer une multitude de revendications territoriales, sociales qui a étendu presque à l'infini les types de protestations. Rappelons juste pour mémoire que les chasseurs français du mouvement *Chasse Nature Pêche et Traditions* justifient leurs révoltes en reprenant ce cadre légitimant de la protection de la diversité culturelle (assimilant la chasse traditionnelle à une forme de culture locale) alors que dans le camp opposé, les écologistes versant altermondialiste soutiennent les luttes des indiens d'Amazonie contre les entreprises de déforestation en empruntant une thématique identique. Ce n'est pas la première fois que les écologistes offrent des slogans permettant l'association de revendications diverses qui ensuite, se diffusent et soutiennent des revendications antagonistes. Dans les années 70, le mouvement antinucléaire européen et nord-américain a pu rassembler des intérêts diversifiés à la limite opposés avec un slogan comme « Penser globalement, agir localement ». Néanmoins, dans les années 90, nous avons pu observer deux phénomènes. Une branche militante des « conservacionnistes »-ou environnementalistes- comme les ethnobiologistes (dont les ethnobotanistes) ont réussi à imposer une conception scientifique devenue arme de combat autant pour eux, que pour d'autres groupes qui s'en emparent, en la reliant à une dimension sociale. En outre, des scientifiques largement plus préoccupés à l'origine de leur activité par un militantisme environnemental- en viennent à récupérer des contestations sociales, à leur donner vie parfois, à créer des niches démocratiques en consultant les populations locales dans un contexte idéologique de gouvernance. Ces scientifiques se retrouvent critiqués par leur manière de concevoir leur rôle qui implicitement légitime une forme de gouvernance globale (consultation des populations, mise en place d'une politique internationale de l'environnement) tout en étant eux-mêmes agent de diffusion des cadres d'interprétation que les populations locales peuvent instrumentaliser pour réclamer des droits spécifiques (en Amérique latine, le droit des « indiens ») ou défendre leurs intérêts (Asie). Dans ce papier, la question du territoire sera au cœur de nos préoccupations empiriques et théoriques. Effectivement, cette forme d'exportation d'une politique environnementale n'a pu qu'engendrer qu'une dissémination d'un cadre de contestation qui a été remodelé localement mais a pu également mettre en réseau des acteurs qui s'identifient à la défense

---

cadres d'action autant sous l'effet de l'évolution des profils militants que des mutations externes (changement des priorités, alliances avec d'autres causes...).

<sup>5</sup> C'est à dire environnementaliste *stricto-sensu*.

d'une cause commune<sup>6</sup>. Or, au milieu des années 90, les ONG vertes, y compris celles qui étaient les plus éloignées d'un répertoire d'action médiatique ou altermondialiste se retrouvent « prises » par les questions des effets du libéralisme (surexploitation de ressources naturelles, transformations parfois radicales des sociétés locales) et l'intégreront dans leurs thématiques militantes. Ainsi, *People and Plants*, ONG typique d'une forme de défense de l'environnement fondée sur l'expertise et les réseaux scientifiques, travaillant avec et pour l'UNESCO, peu encline à se politiser, développe et met en place, néanmoins, des cadres militants dans lesquels peuvent se former des campagnes (sur les bois africains avec OXFAM), se fonde des revendications sociales (celle des femmes dans l'Himalaya) ou encore se relier –en donnant un sens à des injustices- à des revendications écologistes, de développement et de contestation<sup>7</sup>. Nous allons dans un premier temps, présenter cette ONG, que l'on pourrait définir de manière rapide « l'anti-Greenpeace » qui prépare le terrain d'une forme de contestation de la division du monde tout en étant actrice d'une mondialisation (exportation de politique d'environnement) depuis 1992. Ensuite, une étude de cas de programme permettra de mettre à jour comment ont pu être reliés la question de la biodiversité et celle de la « protection » d'une population (question de la santé, soins médicaux) ou comment s'est opérée concrètement l'extension du cadre de la lutte<sup>8</sup>.

### 1 : Une ONG d'expertise scientifique, la lutte écologique en lobby.

Les classifications, y compris des groupes militants comportent des travers fixistes et réifiants qui méconnaissent les luttes de classements entre groupuscules ou encore les modifications idéologiques liées à la sociologie des militants ou encore à ces contraintes de contextes qui bousculent leurs histoires internes<sup>9</sup>. Néanmoins, nous repérons généralement deux pôles de l'écologie. L'une qui, tout en essayant de promouvoir d'autres manières de faire de la politique, s'assigne une identité de mouvement politique qui depuis l'origine, a intégré des revendications sociales alors qu'une autre écologie (environnementaliste), préfère une neutralité à l'égard du champ politique, et développe une forme de suspicion généralisée à toutes revendications sociales pour mieux asseoir une identité de groupe d'intérêt apolitique. Evidemment, la plupart des ONG vertes appartiennent à cette seconde catégorie puisque dès leur origine<sup>10</sup>, leur objectif a été de produire des politiques publiques d'environnement, souvent à un niveau international, reflétant leur identité primaire de réseaux de savants ayant des intérêts pour une nature décontextualisée, voire décontextualisée<sup>11</sup>. Dans cette catégorie, une diversité de positions se fait jour : le WWF a longtemps été vu comme l'exemple parfait de l'ONG neutre, déployant une expertise scientifique et s'intéressant de manière très restrictive à la protection, surtout, des animaux sans mettre au centre de leurs préoccupations les intérêts des populations locales<sup>12</sup>. Cette position a été fustigée par d'autres ONG dont Greenpeace comme une forme de colonisation post-coloniale. Nous observons qu'y compris parmi les ONG neutres, dont Greenpeace se revendique en faisant pression sur tout Etat contrevenant à une éthique verte, l'enjeu de la neutralité reste entier car il ne s'agit pas de confondre normes environnementales et normes occidentales. D'autant plus que depuis son origine, l'écologisme pensé au Nord, par une élite intellectuelle,

---

<sup>6</sup> Bennani-Chraïbi (M.), Fillieule (O.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Presses de sciences po, Paris. En particulier, l'introduction et le premier chapitre, permettent d'éviter de penser les répertoires, les réseaux d'acteur en contestation en omettant les configurations locales.

<sup>7</sup> Une contestation qui vise davantage les excès du libéralisme qu'une remise en cause frontale

<sup>8</sup> Que l'on préfère à connexion (bridging frame) car c'est un travail consistant à élargir un cadre pour y faire entrer des revendications diversifiées mais se légitimant dans ce cadre.

<sup>9</sup> Siméant (J.), « Un humanitaire « apolitique » ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi », sous dir. Lagroye (J.), *La politisation*, Paris, Belin, 2003. Voir notamment l'introduction, p.163-169, l'auteure insiste sur les qualifications savantes -dont celle de l'émergence d'une nouvelle société civile- qui renforcent la légitimité des discours militants.

<sup>10</sup> Russell D., *The Green Rainbow*, Yale University Press, New Haven, 1994 ou encore Princen Th., Finger M., *Environmental NGOs in World Politics*, London, Routledge, 1994.

<sup>11</sup> Eder K., *The Social Construction of Nature*, London, Sage, 1996. Bunce M., *The Countryside Ideal: Anglo-American Images of Landscape*, London New-York, Routledge, 1994.

<sup>12</sup> Constantin F., Compagnon D., *Administrer l'environnement en Afrique*, Karthala-Ibra, 2000, p.241-259

porte le flanc à ce type de critiques et est le jeu de ses détracteurs, comme ces représentants européens de l'industrie forestière qui en Afrique, prétendent mieux représenter l'intérêt des africains que les écologistes<sup>13</sup>. Or, deux conférences internationales à dix ans d'intervalle (Rio 1992-Johannesburg 2002) ont montré la montée en puissance d'une écologie plus sociale au point que les ONG environnementalistes de stricte obédience y incluent un volet « population ». Pour en témoigner, il suffit de lire dans les tracts de Greenpeace ou sur les forums de discussion en 2002 à l'occasion de la Conférence de Johannesburg ces véritables revendications économiques en faveur des peuples les plus pauvres.

Exemples *Greenpeace* sur leur site Internet donne des fiches de lectures militantes de certains concepts de politique internationale comme :

**Transfert de technologies** : Vendre ou réaliser une installation dans un pays tiers, généralement du Sud, en s'assurant de la caution morale et financière de l'Etat. Particulièrement adapté pour recycler les technologies obsolètes du Nord.

**APD (aide publique au développement)** : outil trop longtemps détourné pour instaurer des relations politiques privilégiées, ouvrir des débouchés commerciaux et s'approprier des ressources locales. Le Japon reconnaît utiliser son APD pour acheter le vote de certains pays africains ou des Caraïbes à la Commission baleinière internationale.

**Mondialisation** : réalité ancienne dont le processus s'est accéléré au cours des dernières décennies. Permet aux responsables politiques de déplacer à un niveau supranational la responsabilité de leur inaction, des réformes à entreprendre -parfois impopulaires- ou encore des échecs des politiques nationales.

**Gouvernance** : politique managériale des entreprises récupérée par les Etats pour s'assurer que les Accords pour le minimum environnemental (AME) ne viennent pas gêner l'Organisation pour la Commercialisation du Monde.

<http://www.greenpeace.fr/johannesburg/monde02.php3>

Ce contexte doit être mentionné pour rappeler qu'en dix ans, la question de l'environnement est présentée et conçue sous la bannière du développement durable ce qui enlève beaucoup la connotation environnementaliste aux revendications écologistes. On peut se demander comment le WWF, par exemple, a au cours de ces années 90 transformé ces préoccupations en y intégrant les questions sociales, y compris des critiques du commerce international. Seule une étude précise de cas nous permettrait de savoir comment ce réajustement a pu s'opérer entre les mutations internes du discours, des pratiques et les contraintes extérieures de financement notamment qui ont réclamé d'afficher le développement durable, pour toutes opérations environnementalistes. En revanche, nous observons que le WWF, bailleuse de fonds, soutient des ONG telle que *People and Plants* ayant dès leur origine cette ambition de rattacher la protection des plantes à celle des intérêts des populations locales, seule manière selon elle de mener une véritable politique de développement protégeant la biodiversité, c'est à dire empêchant la disparition de plantes nécessaires à l'écosystème, voire constituant une ressource en matière médicale, par exemple.

Rappelons que l'ethnobotanique est une discipline qui s'intéresse aux interactions entre les populations et les plantes, incluant les manières de nommer et de classer les plantes, les valeurs placées en elles, leurs utilisations ainsi que leur gestion. De plus, Alan Hamilton, fondateur de *People and plants*, se dit motivé par une ethnobotanique appliquée qui se définit comme applicable à la conservation et au développement durable. Il critique la version

---

<sup>13</sup> Journée de préparation de la conférence de Johannesburg, Rennes, juillet 2002. Table-ronde sur les forêts africaines avec des représentants des Amis de la Terre/Friends of the Earth et des représentants des entreprises forestières exploitant les forêts africaines.

excessivement universitaire qui ne se préoccupe pas des répercussions sur les habitants ou la conservation<sup>14</sup>. L'approche se veut résolument pluridisciplinaire, participative et a pour finalité la résolution des problèmes locaux. Cette définition correspond parfaitement au cadre du développement durable qui prescrit de relier la préoccupation environnementale et sociale et de développer des processus de concertation. Par conséquent, cette définition ne reflète pas seulement un cadre dominant d'interprétation permettant de justifier l'action ou encore de trouver des financements. Car, la velléité de relier la diversité biologique et culturelle s'inscrit dans un mouvement de conservatisme qui, depuis les années 70, ont voulu introduire un volet social, voire un soutien aux contestations dans les pays du Sud (appelé auparavant tiers-monde ou encore en voie de développement)<sup>15</sup>. David Dumoulin<sup>16</sup>, nous explique dans sa thèse, en particulier au Mexique et en Amérique du Sud, cette relation intime entre certains chercheurs nord-américains et chercheurs d'Amérique latine et comment l'ethnobotanique, notamment, a construit ses paradigmes autant avec des principes d'investigations scientifiques (taxinomie) qu'avec des questionnements politiques (aide au développement, recherche agronomique appliquée améliorant les conditions de vie des populations locales). A la fin des années 80, ces ethnobotanistes dont nombreux d'entre eux étaient intégrés dans des réseaux scientifiques internationaux (IUCN-FAO-WWF ou encore UNESCO), ont influé sur la préparation de la convention sur la biodiversité élaborée en 1992 dans le sillage de la conférence de Rio. Or, le volet social (protection de la diversité culturelle, en particulier, grâce au célèbre article 8j de la Convention<sup>17</sup>) a permis de sortir d'une préoccupation environnementale stricto sensu maintenu par la plupart des ONG appartenant au réseau de l'IUCN<sup>18</sup> (notamment le WWF). Le tournant de Rio (1992) a été de construire un cadre légitime permettant de faire remonter à un niveau international autant des demandes environnementales que sociales. En 2002, la conférence de Johannesburg (2002) a été l'occasion pour de nombreux acteurs de cette « société civile mondiale » de contester l'oubli du volet social pourtant poussé par ces mêmes acteurs au niveau international dix ans auparavant.

Or, *People and plants*, petite ONG épaulée par des soutiens prestigieux, est animé par des chercheurs mus par cette volonté de construire un développement durable en s'appuyant sur leurs connaissances en matière de biodiversité. Cette biodiversité, étant devenue autant un concept scientifique qu'une arme de contestation politique, *People and plants* se doit d'appliquer ces normes, en devenant les artisans de ces développements alternatifs, que finalement par l'intermédiaire des rapports scientifiques de ces fondateurs, elle a contribué à créer. En 1992, *People and Plants*, née d'une rencontre entre quelques chercheurs à l'occasion d'un colloque au Missouri : Malcolm Hadley, division des sciences écologiques, UNESCO, écologue et éditeur scientifique, Alan Hamilton, International Plant conservation Officer, WWF International, botaniste, Ghilleen T. Prance, Directeur général du Royal Botanic Gardens, Kew, taxonomiste, ethnobotaniste, Gary Martin, ethnobotaniste ayant ouvert le premier bureau WWF à Oaxaca et Tony Cunningham, ethnobotaniste et conseiller du WWF. Cette ONG est le fruit d'un partenariat reflétant les entrées de ces chercheurs-militants : WWF, UNESCO et Royal Botanic Gardens, Kew. Cette ONG de taille modeste développe un

---

<sup>14</sup> « *The purposes and teaching of applied ethnobotany* », working paper 11 mars 2003 (A.C.Hamilton, Pei Shengji, J.Kessy, Ashiq A.Khan, S.Lagos-Witte et Z.K. Shinwari)

<sup>15</sup> René Dumont, le premier candidat écologiste à l'élection présidentielle de 1974 était, rappelons-le, un ingénieur agronome spécialisé dans les questions de développement.

<sup>16</sup> David Dumoulin, *Les politiques de conservation de la nature confrontées aux politiques du renouveau indien, une étude transnationale depuis le Mexique*, dir. G.Hermet, thèse en science politique, Paris, 2003

<sup>17</sup> article 8J qui dispose « sous réserve des dispositions de sa législation nationale, respecte, préserve et maintient les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones et locales qui incarnent des modes de vie traditionnels présentant un intérêt pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et en favorise l'application sur une plus grande échelle, avec l'accord et la participation des dépositaires de ces connaissances, innovations et pratiques, et encourage le partage équitable des avantages découlant de l'utilisation de ces connaissances, innovations et pratiques. »

<sup>18</sup> Réseau international rassemblant des ONG, des experts rendant essentiellement des rapports d'expertise et préparant la plupart des législations internationales en matière d'environnement.

répertoire d'action rôdé par ces scientifiques intégrés dans les réseaux internationaux, ayant l'aptitude de travailler en groupes de recherches multi-culturelles<sup>19</sup>. Tout d'abord, ils publient des ouvrages rendant public leur science (*Ethnobotany, Plant invaders*), en les subventionnant pour être acheté par les universités en voie de développement. Entre 1992-1996, quatre conférences internationales de formation ont été organisées : sur les méthodes d'ethnobiologie (Mexico, 1992), la conservation des plantes médicinales des Caraïbes (République Dominicaine, 1993), le management des forêts (Inde, 1994) et le contexte culturel du management des ressources botaniques (Thaïlande et Chine, 1994). En outre, certains sites ont été sélectionnés sur des critères autant d'urgence en matière de biodiversité que de possibilité de mobiliser des chercheurs ayant une connaissance des terrains (entre 1992-1996 : Malaisie, Ouganda, Kenya, Mexique et en Bolivie, une réserve de biosphère Béni) entre 1996-2000, le programme se resserre sur trois projets régionaux : en Afrique, en Himalaya et en Asie du Sud-Est. Durant cette deuxième période, l'ONG se dote d'un site internet dont le serveur est à Kew (Grande-Bretagne), ce qui semble être pour des raisons de visibilité externe et de commodité de communication interne, un tournant pour l'organisation.

Pour résumer, cette ONG ne dispose pas des moyens de grandes ONG (budgets, personnel), type WWF mais elle se retrouve paradoxalement à faire vivre la question de la biodiversité en l'appliquant. Le programme ambitieux soutenu par l'UNESCO doit être concrétisé par leurs actions qui apparaissent ponctuelles, disséminées sur la planète (suivant peu ou prou les aires protégées). En revanche, tous les acteurs sont convaincus de pouvoir donner sens à leurs actions en utilisant une capacité scientifique et politique à construire des enjeux cachés par l'opinion publique occidentale. L'UNESCO est en outre, une institution à la fois en crise mais se relevant peu à peu après Rio en se chargeant de la gestion des patrimoines culturels et naturels par exemple, en reliant problématique culturelle et politique aux questions environnementales. Institution de second ordre dans la hiérarchie (non-dite) des institutions internationales, elle développe par le truchement de ces chercheurs militants une forme de contestation de la division du monde y compris par ces programmes limités dans le temps et l'espace.

Ces chercheurs concrètement donnent à voir une réalité et créent un cadre d'injustice en manipulant un répertoire intimement liés à leurs dispositions individuelles. Lors de leur arrivée sur un terrain, leur tâche première est de délimiter des zones (de déforestation, à risques etc). Ensuite, ils établissent une taxinomie, outil scientifique de comptabilité des pertes ou des découvertes. Par exemple, au Dolpo, la chercheuse rappelle que « *407 espèces de plantes médicinales sont connues et utilisées à l'intérieur du parc (zone protégée). Dans la périphérie du parc, 85 plantes médicinales sont utilisées pour la santé par des chamans hindouistes. 24 espèces sont récoltées en très grande quantité pour le commerce.* »<sup>20</sup>

Danny Trom<sup>21</sup> a montré en quoi ces taxinomies et ces zonages participent à la création des paysages à conserver, au sentiment de perte en cas d'atteinte à leur intégrité. Les exemples français et allemands qu'il mobilise, peuvent être transposés parce qu'il s'agit de démontrer le danger d'une perte, en l'occurrence celle des plantes qui ne sont pas visibles à l'œil nu par le profane et est totalement invisible à l'opinion publique. Il s'agit de créer la perte, l'urgence à intervenir. Le lobbying se pratique essentiellement par ces rapports scientifiques qui comptabilisent les pertes et établissent des perspectives au moment des conférences et en noyant le WWF. Alan Hamilton, fondateur de *People and plants* est également chargé de la section conservation des plantes au WWF-UK.

A partir de la fin des années 90, l'ONG, certes, sans entrer dans le mouvement de contestation altermondialiste s'est retrouvée dans son action militante face à des transformations notables de son environnement (libéralisme économique). La détérioration des plantes, voire la mutation des sociétés locales ont été reliées à la libéralisation des

<sup>19</sup> Ce qui n'est sans doute pas étranger aux modes de représentations du multiculturalismes.

<sup>20</sup> Source : Aumeeruddy-Thomas Yildiz, *L'approche et les fondements de People and plants (WWF, UNESCO, RGB KEW) dans le champ de la biodiversité*, 16 novembre 2002, IRD Montpellier, séminaire ONG et biodiversité, journée coord. Catherine Aubertin (IRD Orléans)

<sup>21</sup> Cefaï (D.), Trom (D.), *Les formes de l'action collectives : mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Ed. De l'école des hautes études en sciences sociales, 2001.

marchés internationaux, à la méconnaissance ou au total déni des règles internationales de protection de la biodiversité (difficulté à obtenir des ratifications voire des signatures des Etats, firmes feignant d'adopter une éthique environnementale pour mieux exploiter des ressources ou encore marchandisation du développement durable, devenu un secteur économique)<sup>22</sup>. Aussi, le lobbying et les textes proposés incluent une dimension de protection contre une forme de surexploitation libérale. Alan Hamilton a été l'une des têtes pensantes de « The New Global Strategy for Plant Conservation » (19 avril 2002). Ce texte a été adopté par la 6<sup>ème</sup> réunion de la conférence des parties à la convention sur la diversité biologique, pratiquement tous les Etats y participaient sauf les Etats-Unis<sup>23</sup>. 16 objectifs ont été produits, retenons les plus significatifs qui veulent réglementer une forme de marchandisation croissante des ressources.

### **Conservation de la diversité des plantes**

**9.** 70% de la diversité biologique des semences et les autres plantes ayant une valeur socio-économiques doit être conservée et maintenue dans les communautés locales avec leurs savoirs locaux.

### **Utilisation durable de la diversité des plantes**

**11 :** Aucune espèce de la flore sauvage doit être mise en danger par le commerce international

**12 :** 30 % des produits à base de plantes doit être géré de manière durable

**13 :** Le déclin des ressources en plantes, et des savoirs indigènes locaux doit amener à soutenir les modes de vie locaux, la sécurité alimentaire locale et les conditions d'une bonne santé.

Extrait de « The New Global Strategy for Plant Conservation » (19 avril 2002)<sup>24</sup>

Au début des années 2000, les campagnes d'opinion s'engagent dans une voie nettement plus médiatiques et adoptent un tour résolument politique dénonçant la surexploitation des ressources du Sud. Des alliances commencent à se former avec un autre secteur, plus généralement lié aux interventions humanitaires comme OXFAM.

### **Campagne Good Woods en Grande-Bretagne, 2002**

Au Kenya, *People and plants*, et d'autres ONG conservationnistes, ont relevé une déforestation croissante et dommageable. Or, la coupe du bois est une ressource commerciale importante pour les populations locales et en particulier, pour les sculpteurs sur bois qui exportent leur production. Au début des années 2000, *People and plants* s'est rapproché d'OXFAM, leader en Grande-Bretagne et dans le monde anglo-saxon du commerce équitable (membre du réseau baptisé en France *l'éthique sur l'étiquette*, par exemple). L'idée est de certifier certaines productions qui respecteraient un carnet des charges environnementales (pas seulement lié à la coupe mais au reboisement) et d'insérer cette production dans les réseaux internationaux de distribution du commerce équitable. *People and plants* remarque que le marché des produits « environmentally and ethically friendly » progresse dans les pays occidentaux. Pour obtenir cette certification, les sculpteurs réunis en coopérative (souvent autour de 3000 à 3500 personnes par unité de production) doivent suivre une formation (faite par *People and plants* et des partenaires gouvernementaux locaux) afin de gérer la survie des ressources forestières et une formation

<sup>22</sup> Voir Aubertin (C.), Après Johannesburg, quelle nouvelle donne pour la biodiversité ?, Séminaire *les ONG dans le champ de la biodiversité* (CNRS-PEVS), 15 novembre 2002. L'auteure critique les dérives économistes de la gestion de la biodiversité puisqu'il aurait un marché des ressources génétiques.

<sup>23</sup> Remarque d'Alan Hamilton dans le texte de présentation : « The New Global Strategy for Plant Conservation ». La critique semble assez explicite de la non-participation des Etats-Unis.

<sup>24</sup> Traduction par l'auteure de la communication.

en « business » qui leur apprend les lois du marché international et les met en contact avec les importateurs britanniques, généralement, sélectionnés par le « Market Access Unit » d'Oxfam /GB. *People and plants* se félicite de ce partenariat qui permet de renforcer les liens entre le monde de la conservation et celui de l'humanitaire. Ceci se couple, évidemment, par une campagne en Grande-Bretagne à la fois pour dénoncer l'exploitation forestière et humaine (bas salaire et individus n'ayant aucune prise sur la commercialisation) au Kenya et une incitation à acheter les produits « sculptures » sur bois certifié. La campagne a été locale ; au Kenya, les ONG de conservation et humanitaire ont informé les coopératives de sculpteurs qu'ils travaillaient sur du bois illégal et qu'ils risquaient des poursuites alors qu'avec du bois certifié, ils auraient des débouchés assurés et une maîtrise de leurs ressources. Certes, nous ne connaissons pas la réalité des effets sur l'attitude des sculpteurs. En revanche, nous observons un rapprochement entre le pôle de l'environnement et celui de l'humanitaire qui opèrent une union sacrée sur un dossier précis. Rappelons qu'OXFAM était présente au Sommet de la Terre à Johannesburg, et a développé un lobbying intense sur la question de l'annulation de la dette et sur les subventions des agricultures du Nord au détriment du Sud. OXFAM était inséré dans de nombreux collectifs auprès de Friends of the Earth ou encore Greenpeace. Ces collaborations ponctuelles amènent à des alliances au-delà des frontières sectorielles et montrent le poids des effets de contextes locaux qui a stimulé les collaborations. Aussi *People and plants* se sentant totalement démunie à ne faire que de l'éducation environnementale (empêcher la coupe illégale d'espèces en voie d'extinction) a intégré un volet social et économique qui était de la compétence d'OXFAM.

Voyons-nous dans les pratiques de *People and plants* une simple forme de réaction aux méfaits de l'intensification des échanges commerciaux internationaux. En fait, la scène internationale y compris environnementale, a connu plusieurs enjeux qui ont fait monter un sentiment d'injustice. Retenons le principal puisqu'il concerne les ressources végétales. En 1994, l'OMC fait entrer la thématique de la protection intellectuelle qui évidemment protège l'innovation dans la manipulation génétique, ce qui privilégie implicitement les laboratoires de biotechnologie du Nord. Or cela va à l'encontre des objectifs de Rio qui insistent sur la souveraineté nationale (les Etats sont maîtres de leurs ressources et non pas les firmes). L'évolution ira vers une marchandisation croissante des ressources génétiques et un relatif désintérêt pour la problématique agricole, les ressources locales. En outre, la plupart des projets d'ethnobotanistes qui comportent un volet social sont soutenus exclusivement par les Européens, en particulier l'Union européenne. Les Etats-Unis, en particulier USAID, soutient des projets de conservation pure ce qui fait augmenter l'agacement de ces ethnobotanistes (toutes origines nationales confondues). Les Etats-Unis se sont exclus de toutes contraintes normatives environnementales (processus de Kyoto sur le réchauffement de la planète, quasi-boycott de la conférence de Johannesburg). L'UNESCO, elle-même, est une institution qui jusqu'en 2003, n'était pas financée par les Etats-Unis. Ajoutons une rivalité interne entre le WWF Etats-Unis (conservationniste, conservateur)<sup>25</sup> et les autres bureaux WWF, au point que sur le terrain, ils puissent y avoir rivalité de points de vue. Ce contexte international a évidemment produit des effets sur des acteurs qui sans être politisés à la manière d'un personnel politique restent des militants qui par leurs pratiques professionnelles veulent protéger leur objet scientifique devenu objet de préoccupation. Mais, nous allons le voir dans la seconde partie de ce papier, l'expérience de terrain des chargés de programmes a permis d'encadrer autant des contestations locales (comme celle des sculpteurs sur bois africains à qui on apprend les lois du marché international pour mieux les combattre) que de dénoncer des situations (expérience en Himalaya de surexploitation des plantes médicinales)<sup>26</sup>.

<sup>25</sup> Ainsi, Alan Hamilton, lui-même, souligne la lente autonomie du WWF-US qui ne se sent aucunement solidaire avec le réseau WWF-International.

<sup>26</sup> Pour ce papier, nous avons retenu l'exemple des plantes médicinales.



**II : Une ethnobotaniste de *People and plants* en action : la protection des plantes médicinales au Dolpo (Himalaya)<sup>27</sup>**

La lecture, puis l'analyse d'un cas concret d'application d'une politique publique de biodiversité<sup>28</sup> nous enseigne tout d'abord que nous ne trouvons pas dans un simple cadre d'interprétation qui est plaqué sur une situation extérieure ou encore un répertoire scientifique, instrumentalisé par des acteurs opérant de manière mécanique<sup>29</sup>. Nous sommes réellement dans la situation de croisement qui bouscule les analyses n'observant que les phénomènes de top/down ou de bottom/up dont l'amorce de la critique se trouve par exemple sous la plume de Sean Chabot ou Jan Willem Duyvendark<sup>30</sup> qui décrivent davantage une circularité dans la diffusion des modèles de répertoire. Loin d'être simplement des cadrages pré-formatés, les répertoires sont marqués par leur malléabilité et la capacité des acteurs à les adapter à des cadrages locaux ou des modes de répertoires pré-existants<sup>31</sup>. Evidemment, dans le cas présent, nous avons comme matériau de base que le point de vue des acteurs de l'ONG et ses interprétations du cadrage. Pour mener une enquête exhaustive, il aurait fallu confronter ces points de vue aux usages locaux d'expression des intérêts. Néanmoins, ce cas d'espèce nous informe sur les modalités de soutien de tels programmes qui se trouvent au centre d'un jeu d'équilibriste entre diffusion d'un militantisme contestant certains excès du libéralisme économique, tout en se trouvant à le gérer et à structurer des intérêts dans des situations locales à chaque fois particulière. En outre, certains indices importants émergent comme une forme de connivence de dispositions entre des membres d'une élite intellectuelle précarisée ou encore les modalités de création d'un intérêt à la biodiversité au niveau local. Ce dernier phénomène est à associer à cette capacité que développent ces chercheurs à produire du sens à des intérêts, souvent variés et parfois, antagonistes. Enfin, nous observons que cette présence d'un fragment de politique publique hisse à un niveau international et local des intérêts, des besoins omis, mis à l'écart ou non pourvus de cohérence (comme celui des femmes).

Comme nous l'avons vu précédemment, ces projets de mise en œuvre de plan de protection des plantes restent des programmes sponsorisés par des institutions militantes comme l'UNESCO. Ainsi, c'est sur la requête du bureau du WWF Népal qu'un projet d'ethnobotanique a commencé au Dolpo pour recueillir des informations et des avis sur les manières de conserver les plantes de manière harmonieuse avec les populations locales, ressource naturelle qualifiée par la chercheuse des plus vitales. Ce programme était soutenu par le WWF, UNESCO et Royal Botanic gardens, Kew. L'Union européenne, le département du développement international (Royaume-Uni) et le WWF lui-même participaient financièrement au projet<sup>32</sup>. L'identité des bailleurs de fonds révèle que des ONG, des institutions nationales, internationales (dont européennes<sup>33</sup>) sont les plus impliquées dans ce

---

<sup>27</sup> Nous avons retenu un programme d'action au moment de la mise en place de celui qui sera décrit dans ce papier, il existait également plusieurs autres programmes, en Afrique.

<sup>28</sup> Nous avons emprunté l'expression de fragment de politiques publiques à : Dauvin (P.), Siméant (J.), Cahier, *Le travail humanitaire, les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Paris, Presses de Sciences Po. 2002.

<sup>29</sup> Sans citer la nombreuse littérature sur les mobilisations transnationales, de nombreuses études analysent la diffusion des répertoires de cette manière. Keck (M.), Sikkink (K.), *Activists Beyond Borders*, Ithaca & London, Cornell University Press, 1998, ou encore Tarrow (S.), « La contestation transnationale », in *Cultures et Conflits*, décembre 2000, n° 39 dir. par Virginie Guiraudon.

<sup>30</sup> Chabot (S.), Duyvendark (J.W), « Globalization and transnational diffusion between social movements : reconceptualizing the dissemination of the Gandhian repertoire and the « coming out » routine », *Theory and Society*, 31 : 697-740, 2002. Les auteurs soulignent que c'est un processus à entendre de manière dynamique et non sous l'angle de la simple idée d'exportation de modèles sur un territoire

<sup>31</sup> voir Bennani-Chraïbi (M.), Fillieule (O.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, précité

<sup>32</sup> Ajoutons la fondation Mac Arthur, et National Lottery charity

<sup>33</sup> Pour être exact, certaines DG européennes entrent en concurrence entre elles et certaines développent des programmes au fort volet humanitaire et environnemental.

genre d'opération visant à limiter les zones complètes de libre-échanges. Enfin, les scientifiques tel qu'Alan Hamilton développent tous leurs talents militants pour œuvrer à la diffusion de l'importance de la protection de la double diversité, en l'occurrence, botanique et culturelle<sup>34</sup>.

En outre, pour mettre en œuvre ce fragment de politique publique destiné à imposer le respect de la biodiversité et les normes internationales qui en découlent, des chercheurs se mobilisent et sont embauchés par ces ONG, grâce à des formes de contrats de recherche, souvent leur permettant d'exercer leur passion professionnelle- même s'il ne faut pas limiter l'intérêt à agir de l'acteur à cette seule dimension.

Ainsi, en reprenant les éléments de biographie délivrés par la coordinatrice du projet du Népal, quelques étapes de sa vie de chercheuse se dessinent. Tout d'abord, au moment de l'entretien<sup>35</sup>, elle attend les résultats du concours du CNRS (section 38 et 31) qu'elle vient de passer sans excès d'illusions sur le résultat puisque la compétition dans sa branche scientifique et la rareté des postes ne lui font pas présager une obtention rapide de postes. Elle a obtenu un DEA de botanique tropicale à Montpellier sur le thème de la capacité des arbres à se renouveler après la coupe. Comme elle a enquêté dans des zones influencées par les communautés locales (agro-forêts de Sumatra) elle s'est focalisée sur les pratiques humaines et s'est engagée autant dans un travail de botaniste que d'ethnologue. Son parcours par la suite est marqué par la précarité liée à l'obtention ou non de bourses de thèse avec de nombreuses expériences à l'étranger (en Guyane française, elle pratique une observation botanique pendant six mois pour le compte de l'ORSTOM). Là, avec la rencontre d'une autre ethnobotaniste, elle se sent appelée par cette discipline. Elle déclare s'être alors « coupée avec la biologie fondamentale ». Depuis cette époque, elle commence à travailler pour l'UNESCO grâce à des bourses de thèse. Elle opère une mission d'un an financée par l'UNESCO et elle produit une compilation sur la phyto-pratique qui est publiée à l'UNESCO. Au fil de ses missions, elle a une prédilection pour l'Asie (Indonésie, Sri-Lanka) et le WWF apparaît souvent comme l'organisme d'accueil lors de ses missions. La chercheuse est rattrapée par des thématiques élaborées à un niveau international comme celle des aires protégées. Ainsi, elle prend soin de pratiquer de l'ethnobiologie en reliant les problèmes de la conservation à celui des populations locales. Il n'empêche qu'en 1993, elle termine sa thèse et qu'elle entre dans cette période de la recherche d'un emploi scientifique. Elle s'aperçoit qu'il n'existe pas d'institut de recherches correspondant à son profil ou plutôt pouvant lui offrir un poste. En revanche, à l'UNESCO, l'ONG *People and plants* apparaît qui correspond à son profil de chercheuse et sans doute à ses convictions. Par son expérience à l'UNESCO, elle a une notoriété et connaît des chercheurs inscrit dans ce réseau militant. Elle collabore de 1994 à 1996 de manière sporadique avant d'être propulsée coordinatrice du programme *People and plants* en fin 1996. En 2003, elle continue d'être chercheuse associée à l'IRD de Montpellier en espérant une intégration professionnelle en France. Ce détour par le parcours de cette chercheuse-militante ne peut témoigner de toutes les dispositions à embrasser ce genre de carrière mais il atteste d'un élément important : le peu de chances (en termes de possibilité de carrière) d'entrer dans des centres de recherches nationaux, souvent pour des raisons budgétaires de création de postes. Sans doute que la dynamique étant double, il est difficile d'isoler ce qui relève de la stratégie de survie (demandant une adaptabilité en répondant aux appels d'offre de l'UNESCO, par exemple) de la réelle appétence pour ces problématiques liant conservation de l'environnement et populations locales. Néanmoins, cette chercheuse a pour vocation de former d'autres chercheurs à l'ethnobotanie, en particulier, dans les pays du Sud. L'objectif est évidemment une forme de prosélytisme en aspirant à former de jeunes chercheurs à des problématiques finalement mises à l'écart dans le champ scientifique (pour des raisons de découpage disciplinaire) mais il est également « politique » dans le sens de former des scientifiques conscients de certaines problématiques. En visant les jeunes chercheurs des pays du Sud, il s'agit évidemment de soutenir l'éducation locale. Aussi, est-elle fière de rappeler qu'une étudiante à Kew (U.K) est là-bas grâce au programme de recherche. Il existe une réelle empathie, voire une connivence de situations

---

<sup>34</sup> voir David Dumoulin précité.

<sup>35</sup> Printemps 2003.

entre les membres d'une élite intellectuelle, qui se retrouve avec des niveaux différents<sup>36</sup> dans une situation de précarité (comment financer ses recherches, aller jusqu'au bout d'une passion, combattre pour une science qui est aussi une idée sur le monde). Certes, cette dimension n'explique en aucun cas la conviction, le militantisme mais permet d'aborder –autrement que sous un angle de seule domination élite du Nord sur l'élite du Sud- ces réseaux qui se forgent entre chercheurs du Nord et du Sud qui font cause commune, se retrouvent sur certaines thématiques. Or, en l'occurrence, cette jeune chercheuse fonctionne sur le mode de l'empathie avec ces homologues ou jeunes étudiants qui ensuite, lui permettent de nouer des collaborations.

Ainsi, au Dolpo, il s'agissait de créer un cadre d'injustice (au sens fort du terme création) et l'ajuster aux intérêts locaux. La chercheuse ethnobotaniste est chargée de mettre en œuvre un fragment de politique publique à forte dimension militante. La première étape a consisté à repérer des interlocuteurs parmi la population locale. En sachant que les contraintes géographiques décrites par le rapport de recherche disponible sur Internet sont mises en scène afin d'expliquer la nécessité de préserver la biodiversité locale. Elle rappelle la configuration de cette terre « cachée » du Dolpo qui se situe au Népal sur la frontière tibétaine près de l'Himalaya. La chercheuse précise que la faune et la flore restent exceptionnelles en insistant sur des animaux emblématiques « les léopards des neiges » et sur les ressources botaniques en particulier les plantes médicinales. C'est grâce à cette entrée par les plantes médicinales qu'elle pointe la perte prévisible de la biodiversité. Notamment, cette terre isolée, qui longtemps n'a été traversée que par des caravanes venant du Népal et commerçant essentiellement du sel ou de la laine contre du grain et des produits manufacturés, a vu son économie connaître une mutation rapide, en particulier, à cause de leurs ressources en plantes médicinales. Car, le marché indien, et en moindre mesure occidental, a été demandeur de ces plantes médicinales. L'évolution du commerce de ces plantes est exponentielle : en 1992/93 : 5 tonnes, 1995/96 : 9 tonnes, 1996/1997 : 12 tonnes et en 1998 : 40 tonnes). Le phénomène d'exportation s'est accru avec le transport aérien (deux aéroports à quelques heures de marche) alors que le District du Dolpo ne possède aucune route localement, que chaque déplacement doit se faire à pied et qu'en outre, le système de santé est réduit à des postes sans médecins ou médicaments. Par exemple, le seul hôpital à Dunai n'a pas de docteur. La chercheuse met ainsi, en relation les deux phénomènes en insistant sur une importation d'un certain progrès d'infrastructure (aéroport) mais qui ne toucherait pas les populations locales sauf par le biais commercial, pire les priverait de ressources. Elle reconnaît le fait que le Dolpo, classé en parc en 1984, a pu être protégé partiellement de la surexploitation grâce à la réglementation limitant la collecte à des fins commerciales des plantes médicinales. Mais, elle ajoute qu'il est nécessaire de protéger les habitants d'une surexploitation ; car, elle les dépossèdent économiquement et durablement de leur diversité biologique et les menacent d'une perte vitale de ressource en plantes médicinales. Car, ces dernières permettent aux amchis –guérisseurs-médecins locaux- de préparer des remèdes pour les populations locales.. Avec ces connaissances de contexte<sup>37</sup>, à partir de juin 1997, elle met en place dans le parc un processus de concertation pour décider des modalités de protection efficace de la biodiversité locale.

Sans en connaître les détails, nous observons une importation de processus de concertation parmi cette population locale. Tout d'abord, toutes les discussions étaient traduites en trois langues anglais, tibétain et népalais. Au départ, en prenant soin de respecter une forme de représentativité disciplinaires et « culturelles », le groupe d'experts-chercheurs (essentiellement locaux, c'est à dire indiens, pakistanais) travaille à partager leurs connaissances sur les plantes locales et ensuite y sont associés deux amchis et deux membres du personnel du parc. On y retrouve un assistant professeur de l'Université Tribhuvan, Katmandu, un botaniste, un sociologue et un assistant formateur au WWF Népal. Deux personnalités sont ajoutées autant pour leurs ressources d'expertise que pour leur charisme : un amchi venant du Mustang et le médecin personnel du roi du Mustang. La chercheuse

---

<sup>36</sup> Entre un ressortissant d'un Etat du Nord et d'un Etat du Sud

<sup>37</sup> Nous devrions ajouter le travail de la chercheuse consistant à faire des prélèvements pour connaître le nombre de plantes en voie d'extinction.

était au nom de *People and Plants* la coordinatrice des activités et la formatrice aux techniques ethnobotaniques.

Nous observons qu'à cette étape, les amchis ont été intégrés dans le processus de concertation autant pour des raisons de savoirs locaux que pour leur capacité à faire lien avec les communautés locales. L'entretien fait avec la chercheuse nous permet d'éclairer d'une autre manière ce choix qui est loin d'être mécanique (l'occidental choisissant des courroies de transmission locale). La chercheuse a autant été choisie par les amchis que ces derniers ont été repérés comme des interlocuteurs potentiels. Effectivement, l'ethnobotaniste a bien remarqué que « leurs intérêts (des amchis) rejoignaient celui de la biodiversité ». Les collecteurs commerciaux n'avaient pas intérêt à limiter leurs activités de cueillette alors que les amchis se retrouvaient dans une position sociale en perte de vitesse. L'apprentissage se trouve être long et leur activité est non-lucrative. Cette pratique médicale est gratuite et le jeune amchi ne peut espérer une rémunération pécuniaire. Aussi, il existe une véritable crise des vocations couplée à une perte des ressources botaniques, nécessaires à l'exercice de leur art. Nous avons pu assister à une instrumentalisation à deux faces qui fait marcher cette volonté de protéger la biodiversité locale. C'est pourquoi la recherche de relais (couplé certainement à une préoccupation « gender » lié au fait que la chercheuse semble sensible à la question des femmes) a créé une demande en médecine en particulier, concernant la santé des femmes et des enfants affectée par une mortalité en couche ou infantile.

Les amchis demeurent les acteurs-clés permettant de rendre un service médical de première urgence ce qui n'empêche pas la chercheuse de lister les limites de cette médecine (peu d'accès à d'autres plantes médicinales, peu d'accès aux textes médicaux et le peu de financement de cette médecine). Les femmes, sont prêtes, quant à elles, à s'initier à la science des amchis, ce qui pallierait au déficit de vocations des jeunes hommes et amélioreraient leurs connaissances en matière de santé infantile. Or, les femmes<sup>38</sup>, remarque l'ethnobotaniste, sont accaparées par les tâches domestiques et ont peu de temps à consacrer à l'apprentissage (de plusieurs années) de cette science. L'enjeu consiste à préserver ce savoir qui a une double utilité au regard de la biodiversité (une protection de la ressource et une protection de la santé des habitants du Dolpo). C'est évidemment cette argumentation que développera *People and Plants* pour régler la collecte des plantes. La chercheuse dans son rapport intitule son paragraphe « The link between conservation and development ». Elle explique qu'en 1998, elle a réuni tous les amchis du Dolpo (45 personnes) à l'invitation d'un monastère bouddhiste local pour renforcer leur profession et produire des recommandations sur quels aspects de leurs connaissances pourraient être transmises aux femmes (qui pourraient dispenser des soins de premières nécessités au niveau du foyer) pour prévenir les maladies. Ainsi, s'est mise en place une clinique de premiers soins, appelée une clinique de santé traditionnelle, dans laquelle les amchis exercent leur art et transmettent aux femmes leur savoir. *People and plants* s'est retrouvé à initier une politique locale de santé publique, voire à créer une sorte de dispensaire tout en gardant l'idée de la protection de la biodiversité (protection et comptage des plantes locales par les amchis dans le cadre du programme *People and plants*).

Cette étude de cas ne nous permet pas de mesurer l'efficacité des mesures protégeant la biodiversité locale<sup>39</sup>. Comment concrètement les réglementations ont pu entraver le commerce de ces plantes médicinales ? En revanche, elle nous enseigne sur les modalités d'application locale de principes de protection de la biodiversité décidée internationalement par des institutions militantes comme l'Union européenne<sup>40</sup>, l'UNESCO ou des ONG mi-expertes, mi-militantes (WWF). En observant ce processus, nous avons pu remarquer qu'une connivence d'intérêt a permis à la chercheuse de trouver ses

---

<sup>38</sup> La chercheuse n'observe pas de barrière sexiste. Il existe quelques femmes amchis (2 femmes et 45 hommes). Elle explique le peu de féminisation du métier par les contraintes domestiques qui s'exercent sur les femmes.

<sup>39</sup> On a l'impression que les convertis avaient déjà intérêt à une forme de préservation des plantes.

<sup>40</sup> Voir Ollitrault (S.), Les mobilisations médiatiques des organisations non-gouvernementales et les directions générales : construire un espace public européen ?, *L'Europe qui se construit*, Pub. De l'Université de Saint-Etienne, 2003, p.183-199.

interlocuteurs (amchis puis les femmes) avec une entrée puissante de protection des plantes médicinales, représentant une ressource locale et globale devenue en quelques années objet de commerce international. Ces opérations top/down transforment les demandes locales et diamétralement contraignent dans un sens plus bottom/up la reformulation du lien avec le global (faire remonter des demandes en santé publique très localisées qui sont présentes dans les rapports scientifiques de l'ONG). Avec la volonté de créer un lien entre la conservation et la population locale, des causes qui n'apparaissent pas comme autonomes ou émanant d'un groupe ayant construit ses intérêts se retrouvent explicitées, mises en catégories comme a pu l'être le groupe des femmes du Dolpo qui se retrouvent en charge de prendre un rôle d'amchis et de protectrices de la biodiversité (végétale et des pratiques culturelles locales)<sup>41</sup>.

Là encore, dans la pratique de l'ethnobotaniste, on retrouve ce répertoire expert formé de la comptabilité des espèces disparues, menacées, en voie de le devenir. La chercheuse a réussi notamment à rendre compte d'une réalité locale spécifique en opérant des tris, en construisant du lien de légitimité dans un ordre global. En quoi est-il vital de préserver les plantes d'un territoire tibétain éloigné de tout regard ? Elle a réussi à créer un lien de causalité entre perte d'espèce, ouverture de communication aérienne et intensification des relations commerciales. Sans chiffrer, ce « pillage » de ressources locales est pointé parce qu'il ne bénéficie pas aux habitants qui en ont, en outre, un besoin vital. En adaptant la terminologie des analyses des cadres d'interprétation à ce cas précis, nous assistons à un intéressant exemple d'extension d'un cadre d'interprétation puisque la biodiversité a permis d'agrèger l'intérêt des amchis, de créer celui des femmes et de parler de santé publique. Focaliser l'attention sur les plantes médicinales<sup>42</sup> a réussi également à « scandaliser davantage la perte des ressources botaniques » qui souvent, est peu perçue par l'opinion publique, généralement, plus sensibles à la disparition de la faune (les grands mammifères)<sup>43</sup>.

### Conclusion :

*People and plants* représente ce type d'ONG scientifique, de lobby et de programme avec des objectifs scientifiques et éducatifs précis. L'étude des luttes au sein des ONG (militantes et gestionnaires) ou au sein d'une même catégorie d'ONG pourrait être l'objet d'un papier<sup>44</sup>. La chercheuse de *People and plants* confie au moment de l'entretien une cartographie fine dans la région indo-pakistanaise des bureaux du WWF réceptifs ou non au programme biodiversité de *People and plants* pour des raisons autant idéologiques que de rivalités. L'analyse présente nous a renseigné sur une forme d'extension du cadre de la lutte qui était en germe dans les objectifs de cette ONG reliant problématiques conservationniste et sociale. L'entrée par les plantes médicinales ou par l'exploitation des bois ont permis de toucher à la survie économique et sanitaire des populations dans un contexte international où montent les problématiques de commerce équitable, de sécurité alimentaire, de protection des ressources phytogénétiques. Indubitablement les promoteurs de cette lutte écologique répondent à la définition du développement durable de Rio<sup>45</sup>. Cette lutte donne une teneur à une forme d'écologie scientifique politisée. La dichotomie admise, en particulier en France entre environnementaliste et écologie politique revêt un nouveau tour au niveau des ONG puisque l'écologie scientifique, ne briguant aucun poste « politique »,

---

<sup>41</sup> De participer presque à une auto-gestion des services de santé dans la clinique.

<sup>42</sup> Et la rattacher à un contexte international plus large de contestation des ONG depuis la fin des années 90, militant pour l'accès aux médicaments de manière égalitaire sur la planète. Les laboratoires du Nord protégeant leurs brevets se retrouvent en accusé en tant que protecteur d'intérêt privé contre l'intérêt général et parfois, en tant que « pillier » des ressources des plantes médicinales au Sud.

<sup>43</sup> Observons le caractère peu stable de la niche plante dans le WWF qui est passé du WWF-International au WWF-UK.

<sup>44</sup> Voir ouvrage collectif en préparation sur « ONG et biodiversité » (résultat des séminaires PEVS-CNRS 2002-2003)

<sup>45</sup> Rappelons que le développement durable prône un développement réellement maîtrisé, capable de concilier les besoins des hommes et la préservation des équilibres écologiques, sociaux, économiques, y compris dans le long terme.

n'en revendique pas moins un pouvoir politique. Or, mise à jour à Johannesburg en 2002, nous observons y compris au sein des ONG des frictions entre conservationnistes gestionnaires d'une politique d'environnement mondial (acteurs de gouvernance) et conservationnistes plus proches d'une contestation que de la simple gestion neutre. Un autre programme de recherche serait de comprendre d'un point de vue générationnel, de réseaux d'acteurs comment à la fin des années 90 certains individus « s'engagent en ONG » ou/et se transforment en contestataire y compris dans leur ONG<sup>46</sup>. Rappelons qu'Alan Hamilton, par exemple, représente au sein du WWF une sous-branche (la protection des végétaux sans doute la moins médiatique<sup>47</sup>) et une défense des populations locales plus prononcées (à la différence des protecteurs des grands mammifères). Toutefois, cette ONG, de petite taille devenue le bras droit d'une forme de gouvernance mondiale a été prise dans une contradiction de gestion et de contestation. Cette ambiguïté provient intrinsèquement du soutien de certaines institutions « pauvres » en budget, secondaires telles que l'UNESCO qui développent des programmes contestant une division du monde (implicitement ou non l'OMC) tout en réinjectant une forme de politique prenant en compte les intérêts négligés<sup>48</sup>. Ces ONG subventionnées, sont contestées par des partisans de solutions plus « politiques » (*radical*, version anglo-saxonne) mais leurs interventions participent à la transformation de la structuration et des représentations, des intérêts locaux. Elles peuvent devenir tribune pour les représentants des pays du Sud, font émerger des enjeux, donnent des solutions (ou des rôles sociaux/politiques) à des acteurs oubliés parfois dans leur propre société (femmes, paysans sans terre, indiens). En revanche, ces chercheurs ne sont pour la plupart pas plus naïfs que le terrain qu'ils explorent, jouent de et avec les instrumentalisation réciproques<sup>49</sup>. Le chercheur sollicite les acteurs pouvant représenter la biodiversité et les acteurs placent- au sens presque littéral d'un investissement- leurs intérêts locaux ou internationaux dans ce cadre malléable de la diversité. Ainsi, à l'occasion de forums, conférences, remontent de plus en plus au niveau international des intérêts locaux qui selon des degrés divers se trouvent aux prises avec des effets du libéralisme sur leur quotidien et nourrissent une contestation canalisée par ces ONG<sup>50</sup>. ONG reliant le local et le global, de manière dynamique, générant une mondialisation dans le secteur de l'environnement, se redéfinissant dans le contexte particulier anti-OMC et de repli sur un soi national des Etats-Unis.

#### Sources documentaires :

Aumeeruddy-Thomas Yildiz, *Knowledge of the amchis and conservation of medicinal plants in the hidden land of Dolpo, Nepal* (site internet People and Plants)

---

<sup>46</sup> L'une des pistes pourrait être la montée d'une élite intellectuelle précarisée (ou se ressentant comme précarisée) et qui bouge dans des réseaux internationaux (échanges). La socialisation de cette élite serait un programme de recherche primordial à étudier.

<sup>47</sup> Du moins avant la contestation anti-OGM qui a vulgarisée la question de protection des ressources végétales.

<sup>48</sup> Voir David Dumoulin précité, autant aide à la création de l'identité des peuples indigènes « indiens » que reformulation d'intérêts locaux par ces créations de catégories globales.

<sup>49</sup> Chabot (S.), Duyvendark (J.W), « Globalization and transnational diffusion between social movements : reconceptualizing the dissemination of the Gandhian repertoire and the « coming out » routine », *Theory and Society*, 31 : 697-740, 2002.

Dans un autre ordre d'idée la question fautive des identités stables et réifiées voir Bayart, J-F, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, " Espace du politique ", 1996.

<sup>50</sup> Pour l'anecdote et ne pas verser dans un manichéisme, Nord/ Sud, la contestation « chahut » des ONG au moment du discours de Colin Powell au Sommet de la Terre à Johannesburg en septembre 2002 n'a pu se produire que grâce aux ONG nord-américaines qui ont donné aux contestataires leur badges d'accès à la salle de conférence. Nous observons la porosité de la dimension insider/outsider des ONG.

Aumeeruddy-Thomas Yildiz, *L'approche et les fondements de People and plants* (WWF, UNESCO, RGB KEW) dans le champ de la biodiversité, 16 novembre 2002, IRD Montpellier, séminaire ONG et biodiversité, journée coord. Catherine Aubertin (IRD Orléans)

IUCN, environmental Law Centre an explanatory guide to the Cartagena protocol on biosafety

WWF, Use of plants for medicine around the world (factsheet 3)

Site Internet Royal Botanic Gardens kew : conservation and Wildlife : en particulier « An introduction to the Convention on Biological Diversity for people working with botanical collections »

Le site du WWF/UK réservé aux chercheurs : <http://www.wwf-uk.org/researcher/issues/plants>

Hamilton Alan, The new global strategy for plant conservation

Le site de l'UNESCO : <http://www.unesco.org/mab> notamment la stratégie de Séville pour les réserves de biosphères. Et sur « Biological diversity » (aucun rapport en français sur ce sujet).

Certains working paper de *People and plants* notamment

« *The purposes and teaching of applied ethnobotany* », working paper 11 mars 2003 (A.C.Hamilton, Pei Shengji, J.Kessy, Ashiq A.Khan, S.Lagos-Witte et Z.K. Shinwari)

*Good Wood News*, Issue 3, April 2003 : Newsletter of the WWF EARPO, People and plants campaign to promote sustainable wood carving in Kenya (sur site de *People and plants*).

« *Medicinal plants and conservation issues and approaches* » (A.Hamilton, co-ordinator, People and plants initiative and member, Plants Conservation committee and medicinal plants spécialiste group IUCN)

« Plant conservation and WWF : current work and recommendations for the future » (A.Hamilton, S.Schmitt : International plants conservation Unit, WWF-UK (formerly of the plants conservation Unit WWF international) July 2000.

Les papiers de séminaire (2002-2003) sur les *ONG et la biodiversité* (PEVS-CNRS) et notamment la thèse de David Dumoulin